

Valentine NAVÉREAU, CA21

# L'élevage bovin viande





## 2022 : Une seconde année **porteuse** malgré les **sécheresses** printanière et estivale

Dans la continuité de 2021, 2022 est favorable économiquement pour la production allaitante. En effet, malgré une augmentation importante des charges (aliments, fertilisants, carburant), la hausse généralisée des cours des animaux maigres et engraisés permet de compenser l'augmentation des dépenses. De plus, les éleveurs ont la possibilité de demander une aide conjoncturelle pour l'alimentation du bétail, aide toutefois peu conséquente pour les systèmes allaitants, du fait de leur autonomie alimentaire souvent élevées (89 % en moyenne).

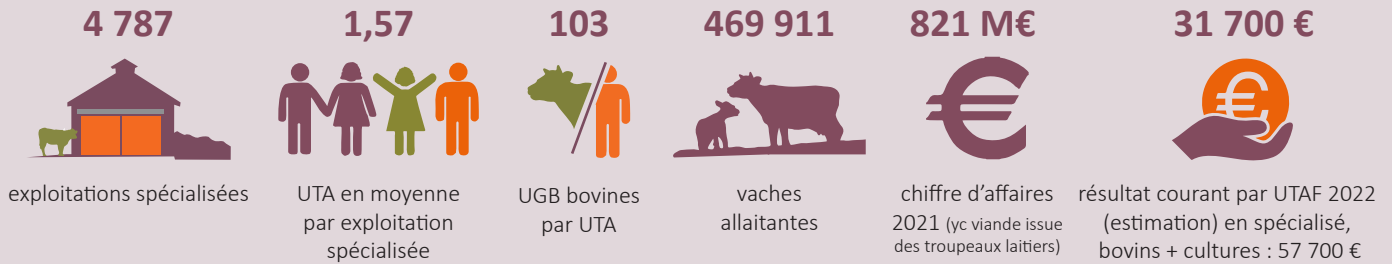
Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022, la loi Egalim 2 impose la contractualisation entre l'éleveur et son premier acheteur. Cette loi, qui émerge dans un contexte de prix haussier, semble nécessiter du temps pour se mettre en place sur le terrain.

Enfin, la sécheresse fait son retour dès le mois de mars. Les quelques pluies observées prennent la forme d'orages localisés. Le tout entraîne des déficits fourragers hétérogènes d'un territoire à l'autre.

La décapitalisation se poursuit en 2022.

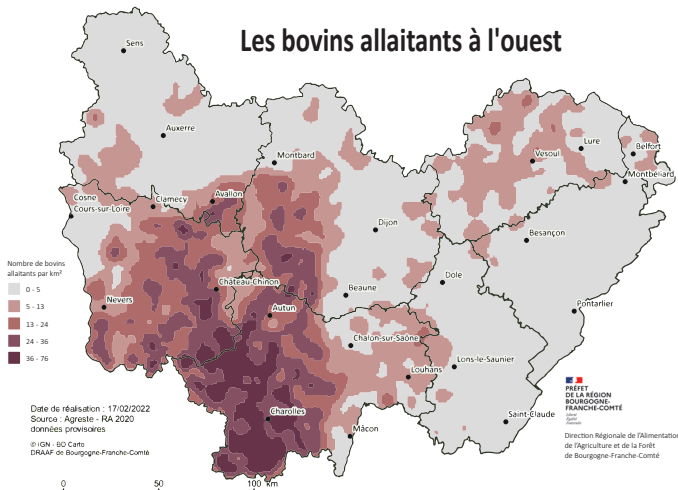


## Les chiffres de la filière



Sources : RA 2020 / Srise / Draaf Bourgogne-Franche-Comté / Comptes provisoires de l'agriculture 2021 / Cerfrance

## Les bovins allaitants à l'ouest



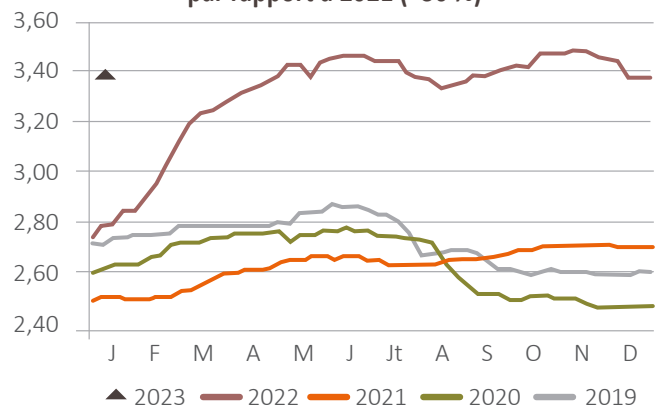
Source : Srise / Draaf Bourgogne-Franche-Comté

l'augmentation des importations. Les imports, à l'échelle nationale, augmentent de 23 % par rapport à 2021 en dépassant les 353 000 tonnes équivalent carcasse. Toutes les origines sont concernées, à l'exception de la Belgique.

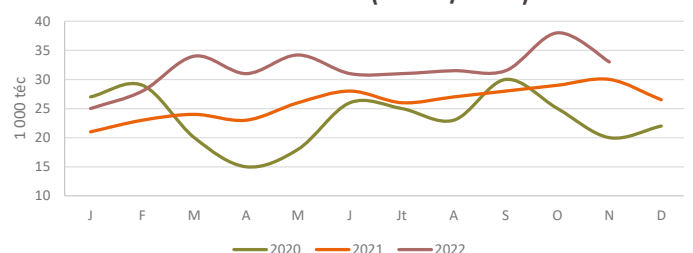
## Le marché du maigre en nette hausse

Après deux années compliquées pour le marché du broulard, les prix s'envolent dès le mois de janvier, puis se stabilisent en l'été. Le prix du broulard atteint 3,50 € / kg vif au mois de novembre 2022 alors qu'il avoisinait 2,48 € / kg vif un an avant. Cette hausse est induite par l'augmentation du prix des bovins finis et par un manque de disponibilité. L'écart de cotation est le plus marqué sur les animaux plutôt lourds qui correspondent davantage à la demande des marchés algérien et italien.

## Cotation du broulard charolais U de 450 kg : à 3,19 € / kg vif, les broulards prennent 74 centimes par rapport à 2021 (+30 %)



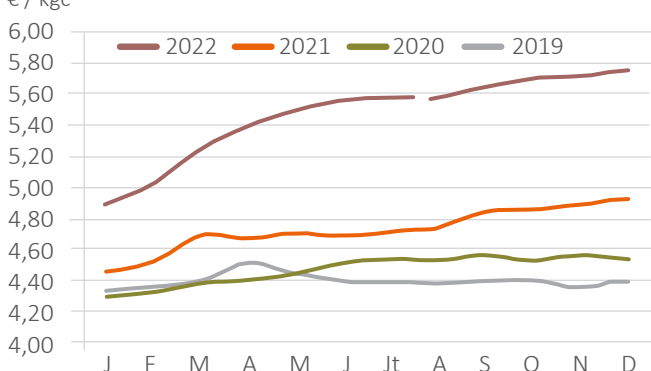
## Les importations françaises de viande bovine en nette hausse (+22 % / 2021)



## Année de tous les records sur le marché du gras

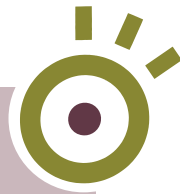
Sur le marché du jeune bovin ou de la femelle finis, les prix de marché augmentent pour battre des records en 2022. La vache U termine l'année à 5,69 € / kg carcasse, soit une hausse de 17 % par rapport à la fin d'année 2021 et une hausse de 28 % par rapport à la fin d'année 2020. Pour les jeunes bovins, une augmentation similaire est observable avec un prix qui avoisine 5,50 € / kg carcasse en fin d'année (+20 % / fin 2021 et +44 % / fin 2020).

## Cotation mensuelle des vaches conformées U



## Face à un manque de viande origine France, les importations augmentent

Le manque de carcasses origine France, associé à une consommation de viande stable en 2022, engendrent



## Bovins viande (échantillon Cerfrance)

**1 092** exploitations (les 2/3 des exploitations en Saône-et-Loire et dans la Nièvre)

**+ 3/4** des élevages spécialisés :  
168 ha - 1,47 UTA dont 0,11 salarié - 96 vêlages

**+ 2/3** des élevages ne produisent que du maigre  
L'engraissement concerne surtout les femelles.

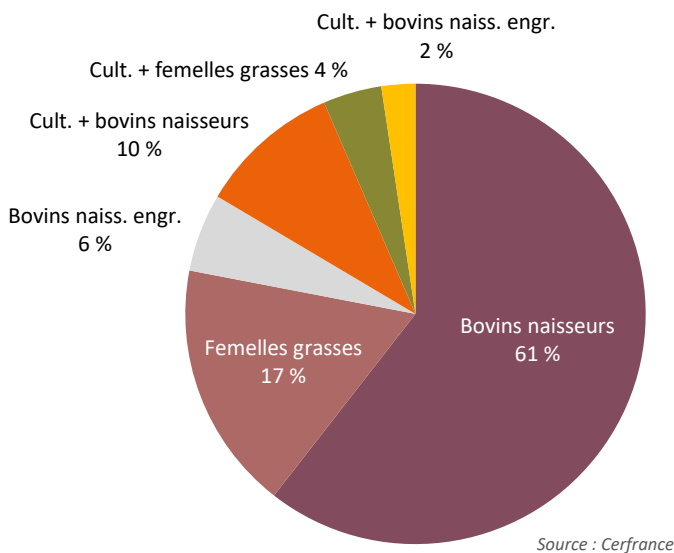
**388 168 €** capital d'exploitation / UTAF en 2022  
chez les spécialisés, 493 226 € chez les polyculteurs

**31 700 €** de résultat courant / UTAF 2022 pour les exploitations spécialisées, 57 700 € polyculteurs-éleveurs

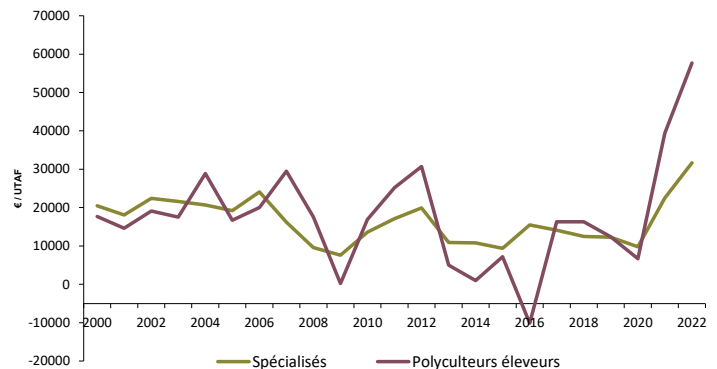


Valentine NAVEREAU, CA21

### Orientation des exploitations : une majorité de naisseurs spécialisés



### Une remontée durable des résultats initiée en 2021 ? Évolution des résultats courants en € / UTAF constants



### 2022 dans la continuité des tendances observées en 2021

2021 faisait suite à trois années marquées par des sécheresses. Les conditions climatiques avaient permis une pousse abondante des fourrages et les charges n'avaient que peu augmenté. En 2022, le climat est moins clément mais il ne pénalise que légèrement la plupart des élevages. Le contexte géopolitique lié à la guerre en Ukraine bouleverse les marchés et intensifie les tendances observées en 2021 sur les prix des matières premières. Les hausses de charges se poursuivent. Concomitamment, les produits profitent de l'effet prix sur les cultures et sur la viande. Les produits progressant plus et plus vite que les charges, le « ciseau produits-charges » est très ouvert et les résultats économiques sont plus importants qu'en 2021.

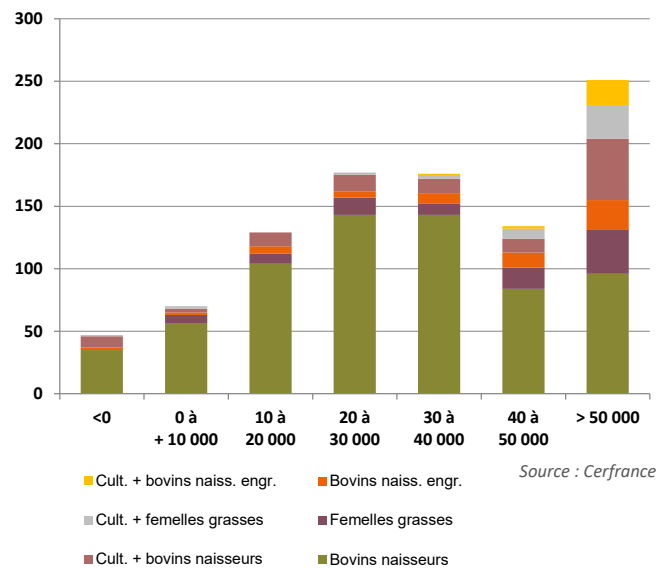
### Les cultures, un accélérateur de la progression des revenus

Comme en 2021, les résultats des exploitations associant grandes cultures et élevage sont supérieurs à ceux des éleveurs spécialisés. Pour les premiers, le résultat courant s'élève à 57 700 € / UTAF. Pour les seconds, il est de 31 700 € / UTAF. Comme les années précédentes, les variations de résultat des exploitations mixtes semblent plus déterminées par la partie culture que par la partie élevage. Si certaines années (comme en 2016 par exemple), la partie culture avait pénalisé les exploitations mixtes, le constat est inversé depuis 2021. Malgré la conjoncture exceptionnellement favorable, une part significative d'exploitations (5 %) reste cependant déficitaire.

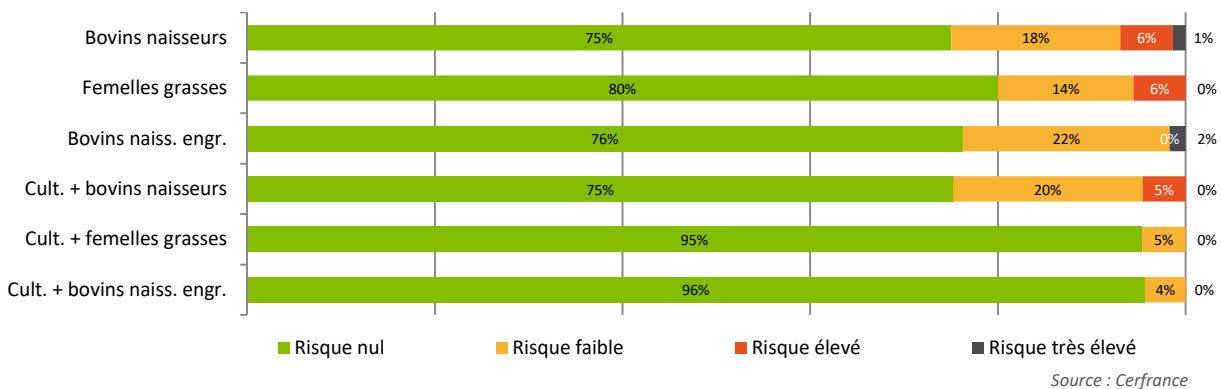
En dépit de ce constat, l'efficacité d'une exploitation dépend toujours plus de ses caractéristiques propres que de son système. Il subsiste, en effet, une part significative d'élevages mixtes parmi les déficitaires, tout comme il y a des spécialisés parmi les plus hauts revenus.



**Une grande variabilité de résultat**  
Nombre d'exploitations par classe de résultat courant / UTAF



**Répartition en fonction de la situation financière des élevages allaitants (Estimation 2022)**



## Cultures et engraissement, une association qui fait sens

De manière générale, les élevages qui pratiquent une activité d'engraissement sont en meilleure situation financière que ceux qui ne produisent que du maigre. L'association entre production de gras et cultures permet une grande complémentarité, et leur solidité est bien plus importante que celle des spécialisés pour les systèmes correspondants. A l'inverse, les niveaux de risque sont équivalents chez les naisseurs, qu'ils exercent une activité de culture ou non. Ces dernières années, ils avaient même tendance à être moins bons chez les mixtes.

## Une deuxième année à contrecourant

2021 et 2022 s'écartent de la tendance observée jusqu'alors. A partir du début des années 2010, les résultats économiques sont en-deçà de ce qu'ils étaient dans les années 2000. Au fil des années et des renouvellements, les exploitations spécialisées se sont agrandies sans mobiliser plus de main d'œuvre, au prix d'un alourdissement de certains postes de charge. Depuis 2021, les résultats remontent de façon très marquée. Les cours élevés permettent actuellement d'absorber les hausses de charges. A l'avenir, la décapitalisation, en limitant l'offre, pourrait participer à maintenir les prix de la viande élevés, mais cela dépend aussi des habitudes de consommation. Le risque d'un retournement de conjoncture, aussi appelé « effet de ciseau », invite à la prudence.

**ZOOM**

**INSTALLATION EN BOVIN ALLAITANT :  
ANTICIPER LES BESOINS EN TRÉSORERIE**

L'une des spécificités de la production allaitante est la longueur du cycle de production et les besoins de trésorerie qu'elle engendre. En effet, la production d'un broutard nécessite au minimum 8 mois après le vêlage, auxquels peuvent s'ajouter les 9 mois de gestation lors d'une installation avec des femelles improductives. De même, le croît interne ou l'engraissement de génisses demandent de patienter 2 ou 3 ans. Pendant ces périodes, des charges sont engagées sans entrée d'argent. Il est donc primordial de bien prendre en compte les besoins en trésorerie dès l'installation.

Ce décalage entre charges et produits crée un besoin de trésorerie aussi appelé besoin en fonds de roulement (BFR). Lors de l'installation ou du développement de l'activité, un plan de trésorerie prévisionnel recensant les entrées et les sorties d'argent, par mois, permet d'identifier les périodes tendues et d'adapter sa gestion et son financement. Une sous-estimation des besoins de trésorerie fragilise l'entreprise, peut engendrer de nombreux frais financiers (intérêts débiteurs, frais de commissions d'intervention...) et conduire à une cessation de paiements et un arrêt d'activité.

Pour préserver ou générer de la trésorerie, plusieurs leviers (pas uniquement bancaires) peuvent être combinés :

- acheter des animaux productifs (vaches / génisses prêtes à vêler ou couple vache-veau) pour vendre des animaux rapidement,
- acheter des génisses pour assurer le renouvellement et réformer les improductives dès la première campagne,
- demander à son marchand d'aliment / coopérative de ne pas payer de frais financiers sur la première année en cas de retard de règlement,
- s'installer avant la PAC pour pouvoir toucher des aides rapidement (ce qui permet aussi d'accéder plus facilement à des emprunts court terme),
- préférer les prêts de BFR (sur 3 ans) aux emprunts court terme,
- si des investissements et des emprunts sont prévus, négocier un différé d'amortissement pour reporter la date de la première échéance de remboursement,
- constituer rapidement un stock fourrager conséquent pour limiter les achats.

Afin d'accroître rapidement et durablement sa trésorerie, il est nécessaire de combiner plusieurs de ces leviers qui sont très souvent complémentaires.

**Exemple de plan de trésorerie**

	Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Juin	Juil	Aout	Sept	Oct	Nov	Déc
<b>Encaissement</b>												
Recettes hors exploitations	500	500										
Recettes d'exploitation	1000	1500										
Total recettes (encaissements)	1500	2000										
<b>Décaissement</b>												
Dépenses hors exploitation	200	200										
Dépenses d'exploitation	500	800										
Remboursement d'emprunts	300	300										
Total dépenses (décaissements)	1000	1300										
<b>Solde du mois</b>	500	700										
<b>Solde cumulé</b>	500	1200										

